

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2011)
Heft: 1923

Artikel: L'écume des jours
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1025797>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'écume des jours

Jean-Daniel Delley • 26 août 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/18355>

La campagne électorale ne permet pas de se forger une opinion politique

Les partis ont beau adopter de copieux programmes en vue des élections, c'est pourtant l'actualité immédiate qui dicte l'agenda politique. Et les dossiers importants pour l'avenir du pays restent dans l'ombre.

Lorsque se confirme la catastrophe de Fukushima, personne ne doute que le dossier nucléaire va marquer la campagne électorale. La régulation bancaire, qui a retenu l'attention de l'opinion durant des mois, passe à l'arrière-plan et l'UDC se trouve quelque peu empruntée avec sa campagne xénophobe. Puis vient la montée vertigineuse du franc suisse qui balaie les préoccupations énergétiques. Conseil fédéral et partis montent au front avec leur arsenal de propositions. Une autre événement majeur s'imposera-t-il encore d'ici le 23 octobre?

Les médias vivent de l'actualité brûlante, de la rotation rapide des informations. On ne saurait le leur reprocher. Mais les partis doivent-ils pour autant se conformer à ce rythme, réagir au quart de tour en sautant constamment d'un thème d'actualité à l'autre comme dans une course-poursuite? Le risque est grand que le corps électoral se détermine au hasard d'un événement et non

sur la base de projets à traiter lors de la prochaine législature.

Seule l'UDC a trouvé la parade... en faisant de la présence étrangère la cause de tous les problèmes du pays. Elle a même poussé le charlatanisme jusqu'à ériger le frein à l'immigration en rempart contre le développement de l'énergie nucléaire. Or accepter, même marginalement, d'agir sur ce terrain ne permet pas de contrer cette fixation sur un bouc émissaire tous usages – le degré zéro de la politique.

Les électrices et les électeurs attendent des partis et des candidats des réponses aux problèmes qui les préoccupent sur la durée et non seulement des réactions à l'actualité. Or à cet égard la campagne électorale reste singulièrement discrète. Quelques exemples.

L'aménagement du territoire est une tâche publique primordiale pour l'avenir d'un pays densément peuplé. Focaliser l'attention sur l'immigration, c'est délibérément ignorer les lacunes de la politique actuelle. Surdimensionnement de la superficie des zones à bâtir et dispersion de l'habitat, avec les problèmes de trafic et les coûts d'équipement ainsi induits, laxisme des cantons dans l'application du droit et compétences trop importantes attribuées aux communes peu préoccupées de l'intérêt

général. Qui préconise un rôle plus marqué de la Confédération dans la planification territoriale, un prélevement de la plus-value liée au dézonage, une réduction des zones à bâtir conforme aux besoins objectifs?

Le Parlement débat depuis des années de la réforme de l'assurance-maladie, sans parvenir à un résultat. Qui s'engage à introduire enfin les réseaux de soins et à discipliner une concurrence entre les caisses qui ne profite pas aux assurés?

Le financement des assurances sociales n'est paraît-il pas assuré à long terme. A part des réductions de prestations et des augmentations de cotisations, qui propose la réorganisation d'un système complexe, touffu et pourtant parfois lacunaire ? Qui défend un financement tout à la fois durable et qui n'alourdisse pas plus le coût du travail?

Le Conseil fédéral, suivi jusqu'à présent par la Chambre du peuple, a décidé de clore le chapitre nucléaire. Qui propose les moyens concrets de cette sortie et qui évalue les investissements nécessaires et les coûts pour le consommateur?

La Suisse, géographiquement, historiquement et économiquement, est européenne. Ses relations avec l'Europe ont emprunté une

voie qui paraît aujourd’hui difficilement praticable. Qui propose un cheminement différent, un calendrier pour le réaliser?

On pourrait multiplier les exemples. La campagne

électorale ne bruit d’aucun de ces dossiers au sujet desquels citoyennes et citoyens devraient pouvoir se faire une opinion avant de choisir leurs représentants. Elle surfe sur l’écume des jours et néglige la substance quotidienne de nos

vies. Cette absence nuit au fonctionnement de la démocratie. Restent les instruments de la démocratie directe en guise de lot de consolation. Une sorte d’exercice de rattrapage pourtant bien insuffisant.

Expansionnisme suisse

Federico Franchini • 28 août 2011 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/18403>

Un appel du président de la province italienne de Sondrio relance le feuilleton de politique-fiction sur l’élargissement de la Suisse

Dans les années trente, des milieux certes minoritaires préconisaient l’annexion de certaines parties de la Suisse par les puissances de l’Axe. Cette attitude trouva notamment un écho au sud des Alpes où, à la suite d’un discours de Mussolini⁷ qualifiant le Tessin d’«*abâtardi et germanisé*», un mouvement irrédentiste prôna l’annexion des régions italophones helvétiques par l’Italie fasciste.

Dernièrement le discours s’est inversé. Plutôt qu’une désagrégation de la Suisse (réclamée en dernier lieu par Kadhafi⁸), on parle d’élargir le territoire helvétique en accueillant certaines régions limitrophes.

En juin 2010, la proposition est venue de l’UDC. Une Magna Helvetia⁹ de 25 millions d’habitants intégrant en tant que nouveaux cantons certaines régions voisines

(Alsace, Bade-Wurtemberg, Vorarlberg, Savoie, Aoste, certains provinces lombardes,...) dont une majorité de la population en ferait la demande. On se souvient de cette boutade, déposée au Conseil national par le député jurassien Dominique Baettig¹⁰ et signée également par le président du parti Toni Brunner. Une provocation envers l’UE: «*Vous voulez intégrer la Suisse dans l’Union européenne, l’annexer, nous voulons inverser le processus*», affirmait le député UDC Hans Fehr¹¹, président de l’Association pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN). Le Conseil fédéral a rapidement combattu la motion en déclarant que celle-ci «*nuirait de manière grave aux relations avec les États concernés*».

Aujourd’hui la requête d’*Anschluss* à la Confédération émane directement d’autorités régionales italiennes. La nouvelle politique de rigueur financière italienne, adoptée le 13 août, prévoit la suppression des provinces les plus petites. Le président de la province

lombarde de Sondrio, craignant la suppression de son entité administrative, a affirmé vouloir proposer un référendum¹² permettant aux citoyens de choisir entre rester en Italie et dépendre de Rome ou rejoindre le proche canton des Grisons.

La Valteline, une région de la province de Sondrio, est historiquement¹³ liée à la Suisse. Bien qu’elle ne figure pas parmi les régions de la Grande Suisse rêvée par l’UDC, elle a été dominée durant longtemps par les Grisons. Au cours du 18ème siècle, une partie de l’élite locale avait même envisagé que la Valteline devienne la quatrième ligue des Grisons. En 1797, Napoléon enlevait définitivement la Valteline aux Grisons. Après la défaite de l’empereur, les Suisses ont bien tenté de la reprendre. Mais quand les troupes suisses ont essayé de conquérir la vallée en 1814, celle-ci était déjà occupée par les Autrichiens. Elles se retirèrent sans combattre. L’année suivante au congrès de Vienne, les négociateurs suisses tergiversèrent (les protestants